



A.D.N.P



Editorial

Pas de trêve pour le Vietnam

Pierre Naville

La « trêve » de Noël a été ponctuée de bombes américaines, de ripostes vietnamiennes. Quelques heures, pourtant, les canons, les moteurs se sont tus, pour reprendre sans délai. Autrement dit, la guerre continue.

Etrange guerre ! Johnson prétend qu'il est prêt à soutenir toute tentative du secrétaire de l'O.N.U. pour chercher un règlement honorable du conflit. Ho Chi-Minh envoie des vœux de Nouvel An au peuple américain, et le correspondant du New York Times, H. Salisbury, envoie à son journal, de Hanoï où il se trouve avec l'accord du Département d'Etat, une chronique détaillée sur les destructions et les morts civiles provoquées par l'aviation

américaine ! Et malgré cela, la stratégie du Pentagone reste la même : implanter au Sud Viêt Nam une force militaire telle que Hanoï devrait s'incliner et cesser toute aide au pays frère en rébellion.

Depuis quelques semaines, le gouvernement américain semble rechercher une solution de type « coréen », c'est-à-dire aboutissant au statu-quo, sur la base des frontières actuelles, ce qui garantirait le maintien à Saïgon du pouvoir du général Ky. Ce qu'il veut donc ignorer, c'est que la guerre actuelle a pris naissance dans une révolte populaire et armée au cœur du Sud Viêt Nam, et non dans une action du Nord contre le Sud comme cela s'était produit en Corée.

C'est pour cela qu'une solution « coréenne » apparaît impossible, et qu'elle ne serait même pas un compromis, mais l'étouffement d'un mouvement révolutionnaire et d'indépendance, comme l'armée américaine le pratique n'importe où, dès que ses intérêts fondamentaux sont en jeu.

Dans l'Amérique du Sud andine et amazonienne, Washington soutient aussi l'action des gouvernements contre les guérillas paysannes qui organisent la lutte contre le féodalisme et la ploutocratie. Pour l'administration américaine, le Sud Vietnam est un front comme un autre, dans un secteur plus chaud, et tout en faisant planer la menace d'une extension du conflit, il voudrait le « localiser » pour éviter une intervention internationale contre ses entreprises.

Il est donc clair que le devoir des socialistes, dans le monde entier, est de travailler à l'extension du soutien au peuple vietnamien et de ceux qui, aux Etats-Unis, ont engagé l'action contre l'administration Johnson. En un sens, cette forme de soutien est aussi importante, sinon plus, que l'appui qui peut être apporté directement aux combattants. Ce qui peut ébranler la volonté agressive du gouvernement américain, c'est la mobilisation vraiment mondiale du mouvement anti-

impérialiste.

Dans notre pays, la politique des partis de gauche et des organisations syndicales pourrait trouver la voie d'une unité active si elle s'engageait franchement en faveur du soutien actif au F.N.L., au Vietcong, et à ses objectifs de réunification du Vietnam dans l'indépendance. La situation exige tout autre chose que des appels à la paix sans précision, comme l'a préconisé de Gaulle. Une action de soutien au peuple vietnamien passe par la rupture de l'alliance atlantique, et pas seulement par le retrait militaire de l'O.T.A.N. Elle passe, aujourd'hui, par des engagements formels d'une éventuelle majorité de gauche aux élections législatives. Elle exige la reconnaissance diplomatique du gouvernement de Hanoï, par une prise de position nette en faveur des forces démocratiques et révolutionnaires du Sud Vietnam.

Le gouvernement américain sait fort bien que la lutte est aussi importante sur le plan international que sur le plan local. Il n'a pas hésité à engager un Cardinal, que Rome n'a pas explicitement désavoué, pour faire sa propagande à Saigon même. A nous d'accentuer une mobilisation adverse.